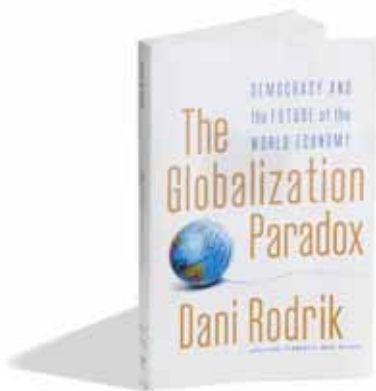


Une mondialisation light



Dani Rodrik

The Globalization Paradox

Democracy and the Future of the World Economy

W.W. Norton & Company, New York and London, 2011, 288 pages, 26,95 \$ (toilé).

Dani Rodrik est un critique de longue date de l'ordre international en place. Son excellent dernier ouvrage fait suite à un livre décrivant l'impact souvent dévastateur du commerce international sur les marchés du travail et les politiques sociales nationales. Il développe ce thème et l'amplifie en y incluant la mondialisation financière. Il traite aussi de la légitimité démocratique de l'ordre international actuel. Pour conclure, M. Rodrik examine comment il serait possible de réformer l'économie mondiale.

La cible n'est pas la mondialisation en soi. L'auteur défend fermement le capitalisme et la mondialisation, capables si l'on s'y prend bien de produire un développement économique rapide. Ce qu'il vise, c'est l'«hypermondialisation», qui passe par l'élimination totale des obstacles au commerce et à la finance, ainsi que par une stricte limitation de la liberté des gouvernements nationaux d'intervenir dans leur économie intérieure. C'est le programme soutenu depuis plusieurs décennies par les «fondamentalistes du marché» dans les rangs des économistes et au sein de certaines institutions internationales.

M. Rodrik s'oppose à la thèse fondamentaliste sur deux plans. Primo, ce programme repose sur une version

rudimentaire de la théorie économique qui s'applique rarement en pratique et va à l'encontre de l'histoire. Durant leur phase de décollage, la majorité des pays développés d'aujourd'hui ont activement encouragé l'industrialisation par des mesures telles que le contrôle des changes, les subventions et la restriction des importations et des investissements directs étrangers. Cela vaut aussi pour la Chine et l'Inde dans le passé récent et même dans une certaine mesure de nos jours. Cette politique ne garantit pas la réussite, mais peu de pays pauvres ont réussi à décoller sans en passer par là.

Il faut aussi tenir compte de la souveraineté nationale. Même si le programme vanté par les fondamentalistes est le bon, rien ne justifie de l'imposer à des gouvernements censément souverains. Chaque pays a le droit de se tromper, tant qu'il ne fait pas grand tort aux autres. Le système international a besoin de règles, mais elles doivent être souples et donner aux gouvernements nationaux une large faculté d'expérimentation. C'était le cas dans l'ancien système de Bretton Woods, qui au moment de sa splendeur réussissait merveilleusement à promouvoir la croissance économique et à concilier l'autonomie nationale et l'ordre international.

Le fondamentalisme de marché va souvent de pair avec l'idée que les États-nations sont passés de mode, qu'ils sont minés par les communications et les forces du marché planétaires internationales et de plus en plus supplantés par des institutions supranationales. L'aboutissement logique de ce processus est le gouvernement mondial. M. Rodrik doute qu'un gouvernement mondial soit chose faisable. Il est encore moins sûr qu'il soit souhaitable :

«Le monde est trop divers pour que l'on soumette les nations à des règles communes, même si ces règles sont le produit de processus démocratiques. La normalisation et la réglementation mondiales ne sont pas seulement impraticables, elles sont indésirables. La contrainte de légitimité démocratique signifie que la gouvernance

mondiale se ramènera au plus petit dénominateur commun, soit un ensemble de règles frêles et inefficaces. Nous risquons alors d'avoir trop peu de gouvernance partout, parce que les gouvernements nationaux abdiquent leurs responsabilités sans que personne prenne la relève.»

Pour M. Rodrik, au lieu de rêver de gouvernement mondial, il faut renforcer l'État-nation. Il propose à cette fin sept principes de réforme globale qui restaureraient pour une large part l'autonomie que les pays ont perdue depuis que le système de Bretton Woods n'est plus.

Ces principes sont séduisants, encore qu'ils posent quelques grandes difficultés d'application. Le principe n° 7 pose par exemple que «les pays non démocratiques ne peuvent pas jouir dans l'ordre économique international des mêmes droits et privilèges que les démocraties». La Chine n'est pas rangée habituellement parmi les démocraties, puisque c'est un État à parti unique sans élections libres. Et pourtant, elle a accompli des miracles en termes de croissance et de réduction de la pauvreté. Si l'on pénalise la Chine parce qu'elle n'est pas une démocratie, on risque de mettre en péril ses accomplissements. On chercherait aussi des ennuis. La Chine aura très bientôt la plus grande économie du monde et ne prendra pas bien ce genre d'interférence.

Cela soulève une question plus générale. À quel groupement politique s'adressent les propositions de réforme de M. Rodrik? Le système de Bretton Woods et le système de libre marché qui lui a succédé ont tous deux été façonnés par les États-Unis et leurs alliés les plus riches en fonction de leurs priorités à l'époque. Maintenant que le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres géants économiques se profilent à l'horizon, l'équilibre des forces mondiales change. Sans l'appui de ces futures superpuissances, aucune proposition de réforme ne peut aboutir. Il sera intéressant de voir comment les idées de M. Rodrik seront reçues dans ces pays.

Robert Rowthorn

Professeur émérite,
Université de Cambridge

Des réserves de force



Barry Eichengreen

Exorbitant Privilege

The Decline of the Dollar and the Future of the International Monetary System

Oxford University Press, New York, 2011, 224 pages, 27,95 \$ (toilé).

Ce livre ne pouvait pas tomber plus à point : le 15 septembre 2010, deuxième anniversaire de la faillite de Lehman Brothers, l'intervention de la Banque du Japon pour faire baisser le yen a déclenché des réactions en chaîne en Corée et au Brésil et intensifié le bras de fer entre la Chine et les États-Unis à propos de la valeur du renminbi. Comme dans les années 30, les pays rivalisent pour faire baisser leurs monnaies et beaucoup craignent que cela n'entraîne une montée du protectionnisme, du nationalisme économique et des tensions internationales.

M. Eichengreen pose d'abord un problème plus ancien : il ne s'agit pas tant de la manipulation des monnaies faibles pour accroître les débouchés commerciaux que des avantages que procure une monnaie de réserve. Comment les États-Unis profitent-ils du fait que le dollar est la principale monnaie de réserve? Qu'est-ce que ce «privilege exorbitant» tant décrié par les politiciens français depuis les années 60? Peut-il n'y avoir qu'une monnaie de réserve dominante?

L'auteur montre de manière convaincante que le statut de monnaie de réserve ne donne pas celui de

grande puissance; c'est au contraire du statut de première puissance mondiale que découle celui de valeur refuge du dollar. Les investisseurs sont prêts à accepter des rendements moindres pour investir aux États-Unis, simplement parce que c'est un pays sûr, où l'état de droit est respecté. À mesure que cette prééminence s'estompe et que les effets de rattrapage de la diffusion des technologies minent cette supériorité économique, il est vraisemblable que l'hégémonie du dollar fera place à un système plus multipolaire.

L'auteur explique comment une initiative particulière a permis au dollar de se hisser rapidement au premier rang des monnaies mondiales. Un des buts des réformes monétaires qui ont suivi la crise financière de 1907 était de permettre aux négociants américains d'utiliser des traites en dollars au lieu de lettres de crédit en livres sterling via Londres pour financer leur commerce avec l'étranger. Le Système de réserve fédéral fut établi pour étayer la nouvelle place financière. Dès les années 20, le dollar était une des principales monnaies de réserve et l'après-Première Guerre mondiale a montré qu'un système à plusieurs monnaies pouvait fonctionner. M. Eichengreen décrit aussi les péripéties de l'arrivée d'un nouveau challenger : l'euro.

De nouvelles monnaies peuvent s'imposer sur la scène mondiale, comme le deutsche mark à la fin des années 60 et pendant les années 70. Pour l'auteur, le renminbi pourrait devenir une des grandes monnaies de réserve, mais les dirigeants chinois ne sont pas prêts à franchir le pas de la libéralisation financière. La Chine est plus proche du Japon de la fin des années 60 (réticent à s'engager dans la voie qui mènerait à l'internationalisation du yen) que de l'Allemagne.

Est-ce qu'autre chose que les monnaies existantes pourrait servir de moyen d'échange international? L'auteur étudie puis rejette l'éventualité d'un retour à l'or ou le recours à quelque autre étalon. Autre idée plus curieuse et actuellement en vogue : développer

l'emploi de l'actif de réserve international émis par le FMI, le DTS. Créé en 1969 pour renflouer les réserves de change officielles des pays membres, sa valeur est basée sur un panier composé des quatre principales monnaies internationales, et le DTS peut s'échanger contre des monnaies librement utilisables. Mais l'auteur est sceptique quant à la possibilité d'en faire un moyen d'échange international commun. L'idée d'une monnaie mondiale «est fascinante dans l'abstrait», mais impossible en pratique. «Tant qu'il n'existera pas un gouvernement mondial tenu de rendre compte de ses actions, il n'y aura pas de banque centrale mondiale.»

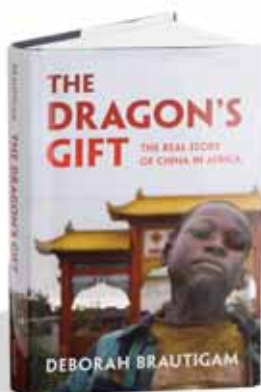
La partie traitant de la monnaie mondiale semble en contradiction avec la chronique de l'ascension de l'euro, qui est après tout émis par une banque centrale, laquelle n'est ni contrôlée par, ni redevable de comptes à un quelconque gouvernement, et est né d'un effort soutenu de coopération monétaire face aux inquiétudes suscitées par la situation mondiale. La création de l'euro a été hâtée par des accès de faiblesse du dollar : les tensions, puis l'effondrement du système de parités fixes au début des années 70 et la mauvaise gestion du dollar à la fin des années 70 et au début des années 90. La coopération européenne s'est heurtée aux mêmes problèmes que ceux que pose selon l'auteur une monnaie mondiale. Pendant les années 80, l'Europe a tenté de promouvoir l'utilisation par le privé de l'écu, sorte de précurseur de l'euro. Des obligations et des crédits en écus ont été émis, mais le marché ne s'est jamais suffisamment développé pour survivre aux crises de change spectaculaires du début des années 90.

La dernière partie traite de la possibilité d'un effondrement brutal du dollar, dont la cause la plus plausible serait un déficit budgétaire incontrôlé. L'auteur souligne que la crise de l'euro en 2010 a incité les pays de la zone à assainir leurs finances publiques, alors qu'aux États-Unis, il n'y a guère d'appui politique en faveur de réformes similaires.

Harold James

Professeur d'histoire et d'affaires internationales, université de Princeton

Le Dragon incompris



Deborah Brautigam

The Dragon's Gift

The Real Story of China in Africa

Oxford University Press, Oxford, New York, 2009, 397 pages, 23,96 \$ (toilé).

La Chine a un succès fou en Afrique et est présente dans toutes les conversations à propos des pays africains, non pas tant parce que son aide, son commerce et ses investissements sont colossaux, mais parce que tous trois ont grossi à une vitesse prodigieuse. L'engagement économique de la Chine en Afrique, avec ses avantages et inconvénients, suscite chez les dirigeants africains, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et les organisations internationales, un mélange d'enthousiasme, de soupçon et d'inquiétude.

Le dernier livre de Deborah Brautigam n'est pas le premier à aborder ce sujet, mais se distingue par un effort pour présenter l'expérience de la Chine en Afrique du point de vue chinois, à l'aide de sources officielles ou non, confidentielles ou non. Le professeur Brautigam a les meilleurs atouts pour écrire un tel ouvrage : elle a étudié le chinois et a travaillé en Chine et en Afrique pendant plus de vingt ans, en se spécialisant dans les relations économiques entre la Chine et l'Afrique.

Ce qui fait la force de son ouvrage, c'est qu'il est basé sur un ensemble vaste et varié d'entretiens avec des représentants officiels chinois en Afrique, des directeurs d'usines

en Chine, divers autres Chinois et Africains, des intervenants de pays tiers et des observateurs. Elle montre ainsi comment les Chinois pensent pouvoir faire bénéficier l'Afrique de leur propre expérience, mais aussi comment Africains et Chinois voient les projets d'aide et d'investissement en Afrique, avec leur lot de réussites, de déceptions et d'échecs. Elle décrit la fracture culturelle entre les cadres chinois et les travailleurs africains à propos des horaires de travail et des salaires, les frustrations des Africains devant le grand nombre de cadres et de travailleurs chinois qui viennent travailler sur les projets en Afrique, par rapport aux bailleurs de fonds et investisseurs occidentaux (le coût des expatriés chinois étant néanmoins bien inférieur à celui des occidentaux) et les récriminations des uns et des autres, qui se rejettent la faute de l'échec des transferts de technologie et de méthodes de gestion.

Mme Brautigam insiste de manière convaincante sur le fait que l'engagement économique de la Chine en Afrique est souvent mal compris. Elle relève notamment la confusion fréquente entre les investissements chinois via des entités parapubliques et l'aide extérieure à l'Afrique, souligne que la Chine a pour but avoué de promouvoir la coopération Sud-Sud, *au bénéfice des uns et des autres*. Elle signale aussi que les articles de presse et les déclarations sont souvent mal compris (par exemple parce que les chiffres sont traduits de travers ou qu'il y a confusion entre les sommes en dollars et en renminbi).

Selon elle, les flux d'aide, d'échanges et d'investissements de la Chine en Afrique sont souvent surestimés, parfois de façon alarmiste. Le volume des échanges a certes rapidement augmenté, mais était très faible au départ. Elle aborde aussi les sujets qui fâchent s'agissant de l'engagement économique de la Chine en Afrique, notamment la corruption (soulignant avec originalité que les transferts directs de l'aide de l'État chinois aux entités chargées des projets d'investis-

sement en Afrique — souvent, l'argent ne sort jamais de Chine — font qu'il est difficile aux dirigeants africains de détourner les fonds).

Cependant, ce qui fait la force du livre est aussi son point faible. Parce que Mme Brautigam s'intéresse principalement à l'aide de la Chine et aux activités des entreprises publiques, son ouvrage est par la force des choses très anecdotique, à la différence de l'étude truffée de chiffres (mais davantage axée sur les échanges commerciaux et les investissements) de Harry G. Broadman de la Banque mondiale, intitulée *Africa's Silk Road* (2007).

Elle doit par exemple suivre une méthode anecdotique lorsqu'elle essaie d'estimer les flux d'aide de la Chine à l'Afrique en 2007. Ses estimations reposent sur : 1) le chiffre de 2001 des prêts concessionnels de l'Eximbank chinoise dans le monde, 2) le taux de croissance annuel de l'ensemble des prêts d'aide extérieure tiré d'un rapport annuel de 2005 qui sert à extrapoler le chiffre de 2007 à partir de celui de 2001 et 3) un compte-rendu de discussions entre un représentant chinois et des ambassadeurs africains datant de la fin de 2003 qui évoque la part de l'aide à l'Afrique au cours des quatre années précédentes. Pour obtenir ce genre de chiffres pour n'importe quel autre grand bailleur de fonds, il suffirait de rechercher le montant publié, mais l'auteur note que le gouvernement chinois considère que les chiffres de l'aide extérieure, les modalités des contrats et les autres données pertinentes sont des secrets d'État.

Au vu de ces multiples difficultés, les critiques de l'auteur à l'égard du manque de transparence de la Chine sont curieusement rares et pour l'essentiel implicites. Elle cite le vieux poncif connu de tous les étudiants : le pluriel d'anecdote n'est pas « données », mais poursuit en disant qu'il faudra se contenter d'anecdotes tant qu'on n'aura pas de meilleures informations. Néanmoins, le lecteur reste déçu d'être renvoyé systématiquement à des articles de presse ou à des entretiens.

Thomas Dorsey

Conseiller, Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI